RAPPORT D'ACTIVITÉ 2022



Mardi 16 mai 2023

Salle du conseil communautaire

Evry-Courcouronnes – Grand Paris Sud

CIDFF SUD EST FRANCILIEN – LE RÉFLEXE EGALITÉ

SOMMAIRE

Rapport moral de la Présidente

Le CIDFF Sud Est Francilien interdépartemental en quelques mots

Le secteur juridique, ouvert à tous et cœur de métier des CIDFF

Le secteur professionnel, espace spécifique réservé aux femmes

Le soutien psychologique,

Les actions collectives et interventions, formation, sensibilisation et prévention

Annexes:

RAPPORT MORAL

Après les années de pandémie, nous retrouvons un rythme de travail qui doit évoluer

Les locaux devenant exigus, nous en avons acquis de nouveaux plus spacieux et plus lumineux, mais nous restons en centre-ville, ce qui est important pour notre structure,

Quelques aménagements furent nécessaires pour que l'accueil se fasse dans de bonnes conditions, et que chaque salarié puisse avoir un poste de travail convenable,

Nous poursuivons le travail en Seine-et-Marne, et nous allons axer notre travail sur l'emploi des Femmes tout en développant les permanences juridiques dans les communes, voire les communautés d'agglomération,

Un travail mené avec la Fédération Régionale des CIDFF d'Ile-de-France, va être entrepris avec l'aide d'un Van équipé, qui va circuler dans les zones plus rurales pour être plus proche du public. Nous vous tien-drons informés de la suite de cette particularité quand le travail pourra commencer. En attendant, il faut le « customiser » pour nous faire connaître,

Le CIDFF a eu 40 ans en 2022, mais nous étions préoccupés par le déménagement de nos locaux, aussi, avons-nous reporté cet évènement en 2023,

2022 fut aussi l'année des 50 ans de notre Fédération Nationale qui invita les associations des CIDFF et tous nos partenaires institutionnels et associatifs à nous retrouver à la Cité Fertile de Pantin, Ce fut l'occasion d'échanges, de débats et d'expositions diverses et variées,

Vous pouvez dès maintenant retenir la date du 30 juin à partir de 9h30 au domaine départemental de Montauger. Cette demeure appartient au Conseil Départemental de l'Essonne qui la met à notre disposition, nous le remercions chaleureusement,

Le programme vous parviendra ultérieurement,

Nous espérons continuer pendant encore de nombreuses années à informer nos concitoyens de l'Essonne et de la Seine-et-Marne sur leurs droits mais aussi leurs devoirs, d'aider les femmes à retrouver un emploi, voire à créer leur entreprise,

Je remercie chaleureusement la directrice et son équipe pour leur implication au quotidien dans les actions de notre association.

Merci de votre attention,

Fait à Evry-Courcouronnes, le 2 mai 2023

Claude Maffat, présidente

LE CIDFF SEF

L'objectif global des CIDFF, gage de l'agrément donné par l'Etat aux associations du réseau (98 centres en France) :

FAVORISER L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

- sur l'ensemble des territoires du département,
- 🦫 par tous moyens appropriés,
- wavec un regard tout particulier sur l'accès à leurs droits et l'accompagnement des femmes et des jeunes filles vers plus d'autonomie.

Le CIDFF SEF, une structure associative, membre d'un réseau national

Agrément de l'Etat pour une mission d'intérêt général

Adhésion à un réseau national coordonné par une tête de réseau, la Fédération Nationale des CIDFF, à Paris

Respect d'une charte déontologique commune et d'un projet associatif

Toutes les actions du CIDFF sont gratuites pour le public bénéficiaire et financées selon les cas par l'Etat, la Région, le Département, les communes, communautés d'agglomérations ou communautés de communes, ou par d'autres partenaires qui sollicitent une intervention dans ses domaines de compétence.

Chaque semaine, le CIDFF est présent en Essonne près de 300 heures d'ouverture au public, et en Seine-et-Marne près de 98 heures d'ouverture au public :

- Les locaux du siège à Evry, achetés en 2022, abritent la gestion administrative, le fonds documentaire, les permanences téléphoniques du secteur juridique et une grande partie de l'activité du secteur professionnel : c'est le siège de l'association, là où se pratiquent au quotidien échanges et travail en équipe.
- 4 64 points d'information juridique répartis sur 43 communes de l'Essonne :
 - 52 en zone urbaine (dont 9 sites en Quartiers Politique de la Ville) 12 en zone rurale, dans les cantons sud du département
- 4 38 points d'information juridique répartis sur 29 communes de Seine-et-Marne :
 - 26 en zone urbaine (dont 5 sites en Quartiers Politique de la Ville) 12 en zone rurale (dont 2 sites en Quartier Politique de la Ville)

Objectif: offrir à tout citoyen la possibilité d'avoir un accès facile et gratuit à ses droits, une explication des démarches à entreprendre et leurs conséquences, en fonction de sa situation globale.

Parmi ces permanences, en plus des permanences d'information juridique généraliste, des permanences spécifiques sont effectuées dans 8 commissariats, 4 brigades de gendarmerie, un point d'accès au droit, une police municipale, une maison de la formation et de l'emploi, une maison des femmes et une UMJ, réparties sur les 2 départements pour les femmes victimes de violences conjugales.

♣ 8 sites d'accompagnement professionnel (dont 4 au sein d'un Quartier Politique de la Ville) Evry, Les Ulis, Massy, Corbeil-Essonnes, Grigny et Longjumeau.

Objectif: améliorer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, en travaillant avec les femmes le choix de métier ou le projet de création d'entreprise qu'elles peuvent envisager en fonction de leur souhait, de leurs compétences, de leur situation personnelle et des perspectives du marché économique.

♣ 4 sites de soutien psychologique

Evry-Courcouronnes, Lagny, Chelles et Moissy-Cramayel.

Le Conseil d'Administration de l'association garantit le respect des objectifs et de la déontologie :

- ♣ 2 membres de droit : Fédération Nationale des CIDFF, FRCIDFF-IDF (c'est la représentation du réseau)
- → Des membres associés : représentants de collectivités ou de structures publiques qui financent le CIDFF et/ou souhaitent participer plus largement à son action : Conseil Départemental de l'Essonne, Conseil Départemental de Seine-et-Marne, CA Grand Paris Sud
- → Des membres élus : personnes ou structures intéressées par le projet associatif du CIDFF et qui souhaitent s'impliquer plus avant dans son activité : Mme Maffat, Mme Lazou, M. Courtial, Mme Héquet, M Fleury, FIA ISM, ASEA, UDAF 91, Mission Locale du Val d'Orge, GRETA 91.

La directrice est invitée aux réunions.

Un Bureau élu de 4 membres gère, avec la Directrice, la bonne marche de l'association.

Une équipe salariée de 20 personnes en 2022 a mis en œuvre les actions.

3 pratiques et 3 métiers coexistent au CIDFF, complémentaires et indispensables à une approche globale et transversale des situations :

- L'Information secteur juridique : en Essonne, 10 juristes dont une coordinatrice de secteur (également porteuse du poste de référente départementale violences conjugales) / En seine et Marne, 4 juristes dont 1 coordinatrice de secteur
- L'Accompagnement -secteur professionnel : 2 conseillères socioprofessionnelles et 1 conseiller.e création d'entreprise
- Le soutien psychologique : 1 psychologue

Au-delà de leur formation initiale (2nd cycle universitaire), les salariées suivent régulièrement, principalement au sein du réseau, des formations qui renforcent leurs compétences :

≠ Formations suivies en 2022 par les salarié.e.s

Intégrer les questions d'égalité femmes hommes et de laïcité dans sa pratique auprès des
publics primo arrivants
La participation d'un public migrant à la vie de la cité : enjeux et pistes pour agir
Plateforme d'aide aux victimes de violences non-francophones
Les parcours de sortie de la prostitution, un outil, des limites
Genre et espace public
Violences Conjugales : définitions et cycle
Intervenir sur l'égalité en milieu scolaire auprès d'enfants et d'adolescents
Rencontre Cnaf/partenaires sur l'offre séparation et la systématisation de l'intermédiation financière
Séparation du couple et droit international privé
Intermédiation financière des pensions alimentaires
Droit des étrangers
Echange de pratiques « harcèlement et harcèlement sexuel : prévention, protection et posture professionnelle »
Violences au sein des couples adolescents
Comment agir contre les violences faites aux femmes
Avoir des outils de communication accessibles aux femmes en situation de handicap
L'accident de travail et ses conséquences financières
Prise en charge des auteurs de VC
La formation des professionnels : une étape essentielle pour lutter contre les violences faites aux femmes
Plateforme d'aide aux victimes de violences non-francophones
Les parcours de sortie de la prostitution, un outil, des limites

L'ouverture de l'adoption à tous les couples : quels impacts sur les femmes ?
Réunion d'information sur Cresus
Fonction et pratique des huissiers
Webinaire étude de marché
Les différentes saisines du juge du contentieux et de la protection en matière de logement / les
missions du juge selon les demandes en matière de logement (impayés, insalubrité)
Intervenir en milieu scolaire auprès d'enfants et d'adolescents
Valeurs de la République et laïcité

Un total de 550h de formation

Le CIDFF compte un partenariat actif et diversifié qui enrichit son activité :

Au niveau départemental:

Le CIDFF est membre des conseils d'administration d'ARIES, d'OSER, de TEMPO et de la mission locale du Val d'Orge.

Il siège au Bureau d'Aide Juridictionnelle en tant que représentant des usagers.

Il participe aux comités d'engagement de France Active Seine-et-Marne-Essonne et d'Initiative Essonne.

Il est adhérent de l'association France Active Seine-et-Marne Essonne, Tempo et FIA-ISM.

Le CIDFF participe au collectif essonnien contre les violences faites aux femmes sur les violences.

Le CIDFF SEF est adhérent de la Fédération Nationale des CIDFF (composé de 98 CIDFF).

En tant qu'adhérent de la Fédération Régionale des CIDFF d'Île de de France – FR CIDFF IDF, il participe aux Commissions d'orientation et aux conseils d'administration.

► Les résultats de 2022 :

Nombre total de personnes informées et accompagnées par le CIDFF:

12 845 personnes dont :

9 148 essonniens informés sur leurs droits

3 697 seine-et-marnais.

393 femmes contactées par les juristes dans le cadre des violences conjugales 228 femmes en Essonne et 113 femmes en Seine et Marne

17 femmes accompagnées individuellement au sein de la MAF

322 femmes accompagnées dans leur projet professionnel

3 184 jeunes et adultes bénéficiaires d'interventions collectives

selon 3 modes opératoires que rend possible la pluridisciplinarité de l'équipe :

- L'information juridique, généraliste, individuelle, confidentielle,
- L'accompagnement de projets professionnels dans la durée,
- Des interventions collectives, spécifiques ou transversales.

L'année 2022 aura aussi été l'année du développement de partenariats :

ESSONNE:

Evry-Courcouronnes : Maison de Quartier Champs-Elysées

Chilly-Mazarin: Point d'Accès au Droit

Verrières-le-Buisson: Point d'Accès au Droit

Massy permanences spécialisées violences conjugales : à la Maison de la Formation et de l'Emploi

Ouverture de deux permanences hebdomadaires de soutien psychologique pour les femmes (avril 2022)

SEINE-ET-MARNE:

Ouverture de nouvelles permanences :

- Villiers-en-Bières au Centre Commercial Klépierre
- Pontault-Combault au Centre Commercial Klépierre
- Noisiel à la Maison de l'enfance et de la famille

Le début de l'année 2022 aura également été marquée par la poursuite de la pandémie covid 19. Le CIDFF SEF a toujours maintenu 100% de son activité tout au long de ces périodes passant en

télétravail dans les périodes de confinement et au-delà en suivant les prérogatives du Ministère du Travail. Quelques arrêts maladie liés à la covid ont impacté notre activité.

Ouverture de trois permanences mensuelles de soutien psychologique pour les femmes (septembre 2022)

LE SECTEUR JURIDIQUE

Le secteur juridique, l'information individuelle du public sur ses droits, le cœur de métier des CIDFF

Financement : Droits des Femmes & Egalité, CGET, FIPD, CDAD, Conseil Départemental, communes et communautés d'agglomération.

Tout public, femmes et hommes, de tous âges.

Reçu avec ou sans rendez-vous, selon la volonté des structures d'accueil.

Aucun dossier n'est conservé, il ne s'agit que d'information.

Les objectifs:

- Bgalité d'accès de tous à l'information sur leurs droits,
- \$ Egalité des chances et lutte contre toutes formes de discrimination,
- Aide pédagogique dans la connaissance des démarches juridiques et administratives qui peuvent être entreprises par la personne concernée.

Les intervenant.e.s: 14 juristes.

Universitaires de 2nd cycle en Droit, formé.e.s aux techniques d'entretien, les juristes occupent des postes itinérants et sont tenu.e.s à une veille informative constante

La mise en œuvre:

12 845 entretiens ont eu lieu sur les 2 territoires Essonne et Seine et Marne

- → 67,7% de femmes soit 7883
- → 35,3% demandeurs d'emploi
- → 26,9% retraités
- → 87,7% soit 11 270 personnes, contactaient le CIDFF pour la 1ère fois.

Le contenu des demandes : cf. statistiques analytiques de la FNCIDFF (ventilation par items)

Droit de la famille et des personnes : 31,3%

Droit du travail: 18,4%

Autres domaines du droit (droit des contrats, assurances, consommation, endettement, etc): 12,7%

Droit, démarches et aides sociales (dont l'aide juridictionnelle) : 8,4%

Droit des étrangers : 7,4%

Droit du logement (location, propriété, troubles du voisinage) : 4,5%

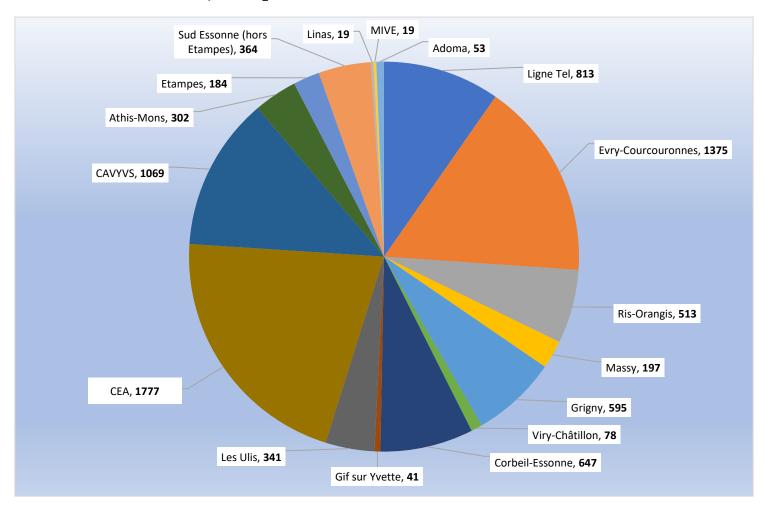
Aide aux victimes : 3,6%

Lutte contre les violences sexistes et sexuelles et discrimination : 11,3%

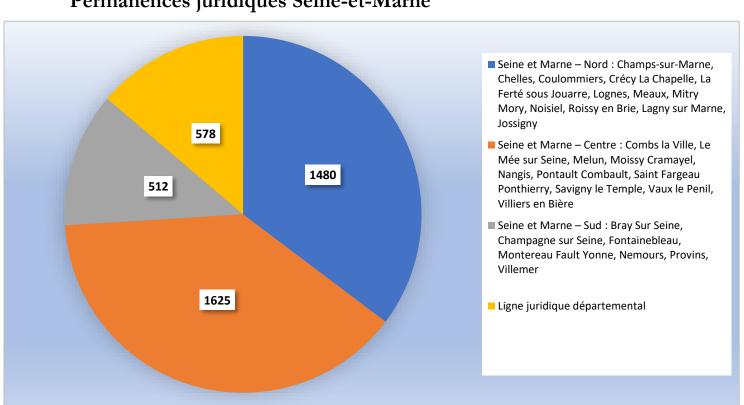
Insertion professionnelle, formation, création d'entreprise : 0,2%

Parentalité, conjugalité: 2,2%

Permanences juridiques Essonne



Permanences juridiques Seine-et-Marne



La situation de la personne reçue, quelle que soit sa question initiale est toujours restituée dans sa globalité, personnelle, familiale, professionnelle s'il y a lieu, et environnementale.

Le temps d'une écoute positive peut être aussi important pour elle que le contenu des informations techniques données. Elle doit se sentir en confiance, non jugée, et savoir, une fois informée, qu'elle aura le choix –s'il y a lieu- de la suite à donner.

La fréquentation sur chaque site est bien sûr fonction de la densité de la population locale et de l'ancienneté de la permanence, du fait du bouche à oreille qui joue peu à peu. Mais elle dépend aussi fortement de la communication qui est faite sur son territoire par la collectivité (commune, CISPD, communauté d'agglomération ou communauté de communes) qui a souhaité accueillir le CIDFF.

REMARQUE: En Essonne, 10 des sites d'intervention du CIDFF en secteur juridique font partie du réseau coordonné et financé par le CDAD 91 (Centre Départemental d'Accès au Droit, dont la présidence est celle du Tribunal Judiciaire d'Evry-Courcouronnes): Maisons de Justice et du Droit de Cœur Essonne Agglomération, du Plateau de Saclay, Grand-Orly Seine Bièvre et d'Etampes, Points d'Accès au Droit d'Evry-Courcouronnes, de Ris Orangis, de Grigny, d'Epinay-sous-Sénart et de Vigneux, et le PAD du TJ d'Evry-Courcouronnes.

En Seine-et-Marne, 11 des sites d'intervention du CIDFF en secteur juridique sont cofinancés par le CDAD 77 (Centre Départemental d'Accès au Droit, dont la présidence est celle du Tribunal Judiciaire de Melun)

+ Une action spécifique du secteur juridique : l'action d'information et d'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales en Police & Gendarmerie

Financement FIPD (fonds interinstitutionnel de prévention de la délinquance) / complément DRDFE

228 femmes victimes de violences conjugales ont contacté le CIDFF en 2022 sur les permanences de l'Essonne et 165 sur celles de Seine-et-Marne

BRIGADES DE GENDARMERIE de l'Essonne:

- SAINT GERMAIN LES CORBEIL le 2ème vendredi de 14H à 17H
- **BONDOUFLE** le 2^{ème} mercredi de 14H à 17H
- **MENNECY** le 3^{ème} mercredi de 9H à 12H
- **DOURDAN** le 4^{ème} lundi du mois, de 14H à 17H

COMMISSARIATS DE POLICE de l'Essonne:

- **MONTGERON** le 4^{ème} lundi, de 14H à 17H
- MASSY le 2^{ème} jeudi du mois, de 14H à 17H
- LES ULIS le 1^{er} mercredi de 9H à 12H
- **ARPAJON** le 4^{ème} lundi de 9H à 12H

Depuis le début de l'année 2021, avec le soutien financier de la ville d'Evry-Courcouronnes :

- **POLICE MUNICIPALE d'EVRY-COURCOURONNES** le 1^{er} et 3^{ème} mardi de 14H à 17H
- POINT D'ACCES AU DROIT d'EVRY-COURCOURONNES le 2^{ème} et 4^{ème} mardi de 14h à 17h

Depuis 2022, avec le soutien financier de la ville de Massy :

• MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DE MASSY le 1^{er} et 3^{ème} lundi du mois de 14h à 17h.

COMMISSARIATS DE POLICE de Seine-et-Marne:

- **CHELLES** 2^{ème} et 4e lundis, de 9H à 12H
- LAGNY-SUR-MARNE 1er vendredi du mois, de 14H à 17H
- MOISSY-CRAMAYEL tous les jeudis de 14H à 17H
- **MELUN** tous les mercredis de 09H à 12H

A l'UMJ de JOSSIGNY de Seine-et-Marne:

le 4ème mercredi du mois, de 09H à 12H

Profil des victimes :

- Le sont des femmes de tous âges, victimes de violences au sein de leur couple, ou en situation de post-rupture.
- Les victimes sont domiciliées sur l'ensemble du département, zones rurales comme zones urbaines. La majorité a entre 26 et 55 ans.
- → Problématiques abordées : situation de violence vécue, rupture du couple et ses conséquences, procédures pénales et civiles à mettre en place, réflexion sur la poursuite de la parentalité et du vécu des enfants.

Également, selon les cas, problématiques de budget, de logement, d'hébergement et d'emploi (les femmes qui ont besoin de travailler leur projet professionnel et/ou de trouver un emploi sont orientées sur le BAIE, service d'accompagnement à l'emploi du CIDFF pour les femmes).

Partenariat:

Cette action trouve sa légitimité dans la compétence spécifique reconnue des CIDFF par rapport à la problématique des violences faites aux femmes et -plus localement- dans la convention signée par le CIDFF en 2007 avec l'Etat, la Police et la Gendarmerie.

Celle-ci a permis le développement d'un partenariat étroit et positif avec les forces de l'Ordre. Nombreuses orientations, nombreux suivis en commun, nombreux échanges sur des dossiers.

Référente pour les femmes victimes de violences au sein du couple en Essonne

Poste confié au CIDFF par le Préfet Délégué à l'Egalité des Chances de l'Essonne depuis

le 10 juin 2016.

Description du poste :

La référente départementale :

- Assure une mission de coordination de proximité pour permettre une prise en charge globale et dans la durée des femmes victimes de violences
- Veille à ce que l'accompagnement global proposé place la personne au cœur des dispositifs tout en travaillant avec elle sa capacité à agir et son autonomie dans les prises de décision.

Pour ce faire, la référente :

- S'appuie sur le partenariat déjà existant, avec comme objectif de renforcer le maillage et d'améliorer la couverture territoriale
- Noue des relations et un partenariat avec l'ensemble des acteurs locaux concernés
- Peut être un appui pour les professionnels informant ou accompagnant une femme victime de violences tout au long de son parcours, en tenant compte de la polyvalence et de la complexité des besoins liés à la problématique traitée.

L'activité s'est concentrée sur la mise en place et le renforcement des « groupes de travail » / « réseaux interprofessionnels locaux » / « temps d'échanges et analyse de situation ». Pour rappel, les objectifs de ces réseaux sont à la fois de permettre de :

- Poser le thème des violences conjugales et intrafamiliales, qu'il soit traité et non occulté du fait de problématiques prioritaires autres. Cela a poussé localement les structures à se saisir de ce sujet.
- Faciliter la compréhension des pratiques et obligations de chaque professionnel afin d'éviter les ruptures de dialogues du fait de désaccord sur l'analyse d'une situation et les capacités d'agir réelles
- Connaître les dispositifs et les modalités d'interventions et d'articulation de chaque partenaire, les moyens et outils de chacun (voire même création d'outils communs)
- Renforcer la sensibilisation (formation) des participants : échanges sur les situations des victimes et apports d'informations de la part intervenants spécialisés questionnement possible sur le positionnement du professionnel vis-à-vis de la victime (éthique et déontologique) questionnement sur l'analyse globale des situations (prise en compte des contextes familiaux professionnels économiques institutionnels…) permettant de sortir d'une vision étriquée, conditionnée par le champs d'intervention de chacun

L'objectif est donc de faciliter et améliorer l'accueil ainsi que la prise en charge globale des victimes de violences conjugales et intrafamiliales par un accompagnement et une information des professionnels.

Au regard de l'urgence des situations traitées pendant les années de pandémie, de nouveaux process ont vu le jour et ont été étendus sur tous les groupes de travail améliorant la prise en charge et le suivi des femmes victimes. Cela a été l'occasion de nombreux échanges interprofessionnels et de temps de soutien de l'ensemble des partenaires et relais.

Les deux guides rédigées en 2020 et validés en 2021, à destination des professionnels sur les dispositifs d'accompagnement des victimes de violences sexistes et sexuelles en Essonne : un des deux guides est centré sur les violences au sein du couple et l'autre sur les autres formes de violences sexistes et sexuelles.

Les contacts ont été vérifiés en 2022. Il s'agira de les réactualiser en 2023, si cela est nécessaire.

Résultats:

28 rencontres partenariales réalisées – plus de 450 personnes

Rencontres et réunions partenariales / institutionnelles à l'échelle départementale : 4

Rencontre et réflexion avec la Déléguée Départementale aux droits des Femmes et à l'Egalité entre les Femmes et les Hommes : Alice CARPENTIER. : 2

La Déléguée Départementale aux droits des Femmes et à l'Egalité entre les Femmes et les Hommes a quitté son poste en août 2021 et n'a été remplacée qu'à l'été 2022.

Réunions / temps de travail et de réflexion avec les structures spécialisées sur la question des violences conjugales : 8

Soutien aux associations et structures non spécialisées : 4

Soutien – espace de co-construction et structuration de projets avec l'ensemble des réseaux locaux interprofessionnels de lutte contre les violences intrafamiliales :

- Corbeil-Essonnes / Observatoire municipal de lutte contre les violences faites aux femmes : présentation des missions et objectifs de l'observatoire.
- Dourdan / CLSPD : réunions de réseau ; formation par la BPPF de la gendarmerie nationale.
- Evry-Courcouronnes / RPVSI: Information sur la marchandisation du corps des jeunes;
 réseau interprofessionnel; groupe de travail et présentation de la nouvelle substitut du Procureur.
- Les Ulis / CLSPD : groupe de travail du réseau de lutte contre les violences intrafamiliales.
- Massy / réseau interprofessionnel : groupe de travail sur les violences conjugales.
- Orsay / CLSPD: Point sur les hébergements d'urgence; actions du 25 novembre et possibilités de formation; MJC Jacques Tati projet de résilience et reconstruction des femmes victimes de violences conjugales.
- Sainte-Geneviève-des-Bois / commissariat : maillage partenarial sur le territoire du commissariat et point sur les trois ans du grenelle.
- Saint-Michel-sur-Orge / Réseau interprofessionnel : groupes de travail de lutte contre les violences conjugales.
- Verrière Le Buisson / CLSPD : présentation des groupes de travail ; état des lieux sur les violences faites aux femmes et présentation des actions

Dans son rôle de support, la référente a été sollicitée par tous les partenaires dans le cadre de l'accompagnement des femmes victimes de violences conjugales. Elle a eu un rôle de support important auprès des institutions et des partenaires locaux en lien avec des femmes victimes de violences conjugales.

En tant que relais pour les professionnels : elle est un support pour diagnostic / analyse de la situation / mise en lien et orientation vers les structures partenaires spécialisées et pertinentes au regard de la situation et des besoins de la femme victime de violences et de ses enfants.

Résultats:

- 4 situations exposées et travaillées :
- 8 personnes concernées / 4 femmes et 4 enfants

Partenaires ayant sollicité la référente :

- Commissariat d'Evry-Courcouronnes
- CCAS de Tigery
- Médiavipp
- ITEP

Orientations préconisées :

- Mediavipp91 (juriste et/ou psychologue et/ou ISCG): 2
- CIDFF: 3DDCS: 1
- PAD de Grigny: 1
- LEA:2

La diminution, en 2022, des situations exposées s'explique par la baisse du nombre de rencontres en raison de la vacance de poste de DDFE.

Permanences & ateliers au sein de la MAF

Au sein des permanences, nous souhaitons proposer aux femmes :

- un espace de paroles pour les accompagner dans la réflexion sur leur projet de vie et sur leur projet professionnel.
- de créer des temps d'échanges et des espaces de paroles en dehors de toute obligation institutionnelle.

Le cœur de notre action consiste à :

- travailler de manière progressive sur la reprise de confiance en soi
- leur permettre de redonner du sens et de la cohérence dans leur parcours, leurs actions en travaillant sur les mises en perspectives et la capacité à se projeter dans la société
- remettre du lien avec les institutions, les professionnels, les personnes et lieux ressources L'objectif est de redonner à la personne sa capacité à agir : qu'elle redevienne actrice de la prise de décision.

Les permanences d'accompagnement

Nous avons rencontré 21 femmes dans le cadre des permanences et réalisé 21 entretiens :

- * 12 femmes sont venues sur 1 RDV
- * 5 femmes ont été accompagnées sur 2 à 3 RDV
- * 1 femme a été accompagnée sur un plus long terme (5 RDV)

Au 31.12.22, nous comptons

- 11 femmes prévenues
- 10 femmes condamnées
- 18 nouvelles orientations sur l'année
- 2 suivis clôturés / sortie de détention
- et au moins 3 femmes accompagnées en 2021 poursuivent son accompagnement en 2022 (RDV pris).

100% des orientations ont été faites par les CPIP.

Au cours des entretiens individuels, nous travaillons avec elles sur leur capacité à se remobiliser sur leur parcours de vie, à se projeter sur un avenir à court, moyen ou long terme. Certaines femmes se sont aussi saisies de ce temps d'échange comme un accompagnement à la réflexion, une respiration au sein du séjour pénitentiaire.

Nous travaillons avec elles la nécessité d'avoir un projet de vie, voire un projet professionnel sur lequel elles pourront prendre appui, sécurisant ainsi leur capacité à se projeter dans l'avenir.

Au cours de l'accompagnement, nous amenons la réflexion sur la déconstruction de certains schémas (sociétaux, identitaires, sexistes, communautaires...) afin d'amener la personne à se construire de nouveaux repères et un nouveau système de valeurs. Ce travail permet d'asseoir la confiance en soi de ces femmes ce qui les rend moins vulnérables aux emprises extérieures et peut contribuer à les sortir d'environnements délictuels.

De fait, nous travaillons aussi avec elles à éclaircir et à identifier :

• les sphères d'influence qui les touchent

- les personnes sur lesquelles elles peuvent s'appuyer (ou a contrario le constat de l'absence de relation de confiance) et celles qui sont toxiques et leur capacité à choisir pour elle ce qui est le mieux
- leur légitimité à prendre une place dans leur famille (relation parent / enfants relation de couple), dans la société ou par rapport aux institutions.

Le travail est guidé par l'émergence des possibles, pour que la personne trouve d'elle-même les solutions les plus pertinentes l'amenant à faire évoluer sa situation. Nous savons par expérience que lorsque nous imposons à une personne des solutions ou schémas de pensées préconstruits, celle-ci ne les intègre pas. L'amener à trouver pour elle-même le meilleur choix possible lui permet de l'investir et de se mettre plus facilement en actes par la suite (et non en résistance).

Notre objectif est de lutter contre toute récidive en redonnant à la personne sa capacité à agir :

- qu'elle redevienne actrice de la prise de décision
- qu'elle puisse se réinscrire dans sa citoyenneté, dans ses droits,
- qu'elle puisse prendre sa place dans la Société

Les ateliers cf. actions collectives

LE SECTEUR PROFESSIONNEL

Le secteur professionnel,

Un espace d'accompagnement professionnel spécifique pour les femmes.

Ses 2 axes : le BAIE (accompagnement en insertion socioprofessionnelle)

le SACE (accompagnement à la création d'entreprise)

ont accompagné 481 femmes au cours de 908 entretiens.

Objectif: Proposer aux femmes un espace qui leur soit spécifique pour travailler leur projet professionnel, emploi salarié ou création d'activité, avec un personnel formé aux problématiques qu'elles rencontrent couramment: reprise de confiance, conciliation des temps de vie, développement de compétences, élargissement des choix professionnels, méthodologie de projet.

- <u>Le BAIE</u>: propose aux bénéficiaires un accompagnement global et personnalisé en termes d'insertion à l'emploi en leur transmettant tout au long de leur parcours une méthodologie, des outils, afin de mettre en œuvre leur autonomie, leur indépendance au fil d'étapes identifiées ensemble.
- <u>Le SACE</u>: favorise l'entreprenariat féminin, en proposant aux femmes qui le souhaitent de construire avec elles leur parcours de créatrice, de la validation de l'idée de création à la création elle-même, voire la post-création si la bénéficiaire le souhaite.

Il s'agit de pouvoir accueillir et accompagner les femmes du département, sans aucun critère sélectif, quel que soit leur lieu de résidence, quartiers urbains, populaires ou non, communes rurales, dès lors qu'elles souhaitent s'inscrire dans une démarche de recherche d'emploi ou de création d'entreprise, afin de prendre, ou reprendre, leur place sur le marché économique.

Le BAIE - Accompagnement individualisé vers l'emploi

Financements: DRDFE / CGET / CA GPS

- Accompagnements individualisés vers l'emploi : animer en différents lieux du département des espaces d'insertion socio-professionnelle où les femmes sont reçues sur rendez-vous par une conseillère en insertion qui sera leur référente tout au long de leur parcours et jusqu'à concrétisation de leur projet professionnel.
- * « Référente de parcours » : le CIDFF était en 2022 partenaire du <u>PLIE</u> Nord-Ouest Essonne ; il s'agissait d'optimiser l'accompagnement grâce au <u>partenariat renforcé</u> et aux actions mises en place <u>localement</u>.

Notre accompagnement:

1. une approche globale de la personne, consistant à prendre en compte ses aspirations, sa personnalité, son histoire pour les mettre en relation avec sa situation. Cette globalité est inscrite dans la structure même des CIDFF, dont les BAIE représentent un secteur en constante interaction avec les autres, juridique en particulier.

En effet, une personne trop chargée de problèmes personnels doit tout d'abord pouvoir prendre de la distance par rapport à eux et l'approche des problèmes d'emploi ou de formation doit quelquefois être temporairement différé pour trouver auparavant des solutions à d'autres problématiques qui – une fois résolues ou contournées – rendront plus aisée la recherche d'emploi.

2. l'individualisation, qui positionne la personne suivie au centre de la relation et met son projet au regard de ses propres décisions et des possibilités à rechercher dans l'environnement économique.

L'objectif est de comprendre la demande réelle et les difficultés rencontrées par la bénéficiaire, dans sa vie personnelle et sociale (**diagnostiquer** sa situation personnelle, psychologique et matérielle), d'instaurer une relation de confiance, permettant de mobiliser intelligence et potentialités pendant l'accompagnement.

Le suivi s'effectue dans la durée, outil de maturation, de confrontation de l'idée à la réalité, de réajustements élaborés en commun.

La garantie de la confidentialité permet une expression libre et l'émergence des difficultés vécues.

Travail sur l'élargissement des choix professionnels et la gestion des temps de vie.

Lutte à tous niveaux contre les discriminations et les stéréotypes de genre.

L'objectif est de redonner à la personne sa capacité à agir : qu'elle redevienne actrice de la prise de décision.

Intervenantes du BAIE:

2 conseillères en insertion sociale et professionnelle (1,8 ETP), de formation universitaire en sciences humaines (niveau Master), salariées du CIDFF et formées à la méthode d'accompagnement à l'emploi du réseau (formations FNCIDFF: ADVP, élargissement des choix professionnels, égalité entre les femmes et les hommes, travail sur les temps de vie, accompagnement des femmes victimes de violences).

Travail d'équipe important et interférences fréquentes avec le secteur juridique.

Lieux d'accueil du public : Evry, Les Ulis, Massy, Grigny Longiumeau

Principaux freins repérés:

Pour l'ensemble des femmes accompagnées :

FREINS	%
Aidance	1,5
Aucun frein	23,4
Confiance en soi	36,9
Faible niveau informatique	13,2
Freins financiers	29,4
Freins linguistiques	22,5
Garde d'enfants	8,7
Illettrisme / analphabétisme	1,5
Insuffisance de formation et de qualifica-	
tion	101,8
Logement / hébergement	21,3
Manque d'expérience professionnelle	60,4
Mobilité	18
Santé	22,8
Situation administrative face à l'emploi	28,2
Situation de couple à résoudre	12,9
Souffrance au travail	3,9
Violences au sein du couple / ex	12,9
Violences intra familiales	1,2

Parcours:

Les accompagnements professionnels au CIDFF sont souvent assez longs car beaucoup des femmes qui sont orientées vivent une situation lourde : leur priorité est certes l'emploi, mais elles rencontrent des freins périphériques qui nécessitent la recherche de solutions préalables plus globales en matière de santé notamment (addiction, dépression, maladie de longue durée, reconnaissance Travailleur Handicapé).

Les profils sont souvent éloignés du métier souhaité, dont elles méconnaissent les contraintes et un travail s'impose sur la conciliation projet professionnel/projet de vie.

Avec un retour à l'emploi difficile en période de crise économique, sur un marché du travail très tendu où les femmes subissent plusieurs types de discriminations, leur proposer un accompagnement global adapté aux problématiques qu'elles rencontrent, participe à minima à une restructuration de l'image de soi favorable à l'acquisition d'autonomie et à la reprise d'une meilleure place dans les sphères familiale et sociale.

La nécessaire autonomie économique des femmes a des incidences importantes dans les champs de l'égalité bien sûr, mais aussi de la parentalité, dans la construction de l'image de femme et d'éducatrice qu'elles renvoient à leurs enfants.

En 2022, nous avons accompagné **333 femmes** (654 entretiens) sur leur parcours d'insertion socioprofessionnelle.

Les statistiques détaillées sont disponibles sur demande : contact91@cidff-sef.org.

La permanence, au sein de l'association LEA Solidarité Femmes, à Montgeron, auprès des femmes victimes de violences conjugales a permis d'accompagner 36 femmes (au cours de 59 entretiens) dans leur insertion professionnelle et dans leur projet d'orientation professionnelle.

Partenariat du BAIE:

- ♣ Partenariat avec le PLIE AtoutPLIE
- Partenariat / orientations : MIE / MDS / CCAS / Pôle Emploi / CAF / OFII / Centres sociaux et maisons de quartiers / organismes de formation / réseaux associatifs
- ♣ Partenariat avec les Missions locales

Le SACE – Accompagnement des femmes à la création d'entreprise.

Cofinancements: DRDFE / CGET / Conseil Départemental / CA GPS / Convention de revitalisation Carrefour

Le projet de création est pris en considération quel que soit son degré de maturation et indépendamment du profil de la femme qui le porte.

L'accompagnement offre la souplesse nécessaire à l'expression de la demande, en respectant les rythmes et les étapes de la conduite de projet.

Ce service est proposé aux essonniennes depuis 2002.

Intervenant du SACE

1 conseillère en création d'entreprise, à temps plein diplômée d'un Master en Gestion de projet – Méthodes et anticipations à la conception de projets.

L'intervenant du SACE participe régulièrement aux comités d'engagement de France Active Seine et Marne Essonne, d'Initiative Essonne et de l'ADIE ce qui permet un partenariat et des échanges

précieux pour mieux évaluer les possibilités, les capacités de financement du projet accompagné.

Lieu d'accueil:

L'action a lieu au siège de l'association, 17 cours Blaise Pascal à Evry-Courcouronnes, sur la ville préfecture où est centralisée la plupart des organismes dont auront besoin les porteuses de projet dans leur parcours de création d'entreprise (chambres consulaires, préfecture, banques...).

Lieux d'accueil du public

- A Corbeil-Essonnes au sein de l'association Actives, au sein du QPV Les Tarterêts
- A Massy à la maison de la formation et de l'emploi, au sein du QPV Opéra
- A Massy au Trente
- A Longjumeau, au sein de la Maison de la création d'entreprise

Partenariat

- France Active Seine et Marne Essonne
- **♣** Initiative Essonne
- **♣** ADIE
- ♣ Boutique de Gestion (BGE)
- ♣ Communautés d'agglomération (CPS, CEA, CAGPS ...)
- Les Maisons de la Création d'Entreprise
- La Banque de France

Méthode utilisée

Le CIDFF intervient à toutes les étapes du parcours de la créatrice, en la faisant bénéficier d'un réel accompagnement global.

Toutefois, au regard du manque d'information et des difficultés que rencontrent les porteuses de projet accompagnées, plusieurs entretiens sont dédiés à la maturation de l'idée avant de débuter la construction du projet : étude de marché, financière et juridique.

L'accompagnement comporte différentes phases :

- Phase d'émergence du projet, pour finaliser une idée de création qui soit compatible avec les goûts, les compétences, la vie personnelle et familiale, nous travaillons sur :
 - -la motivation,
 - -la méthodologie de la création,
 - -la recherche d'information sur le métier,

- -le marché global et local de l'activité visée,
- -la réglementation.

Il arrive qu'à l'issue de cette 1^{ère} étape la bénéficiaire renonce à la création, dont elle n'avait pas mesuré toute la difficulté, et souhaite revenir à un projet d'emploi salarié. Elle peut alors être réorientée vers le BAIE « hors plie ». Le fait de travailler un projet emploi dans un espace similaire à celui qu'elle vient de quitter permet d'atténuer l'impression d'échec lié à l'abandon de son projet...

- Phase de construction du plan d'affaire afin d'en valider la faisabilité : recherche éventuelle d'une formation complémentaire, étude de marché interactive, chiffrage progressif du plan de financement et du budget prévisionnel de manière à identifier les besoins éventuels de prêts et le seuil de rentabilité, structuration juridique de l'entreprise.
- Orientation éventuelle vers France Active Seine et Marne Essonne ou Initiative Essonne si bancarisation du projet, afin de mettre en place une expertise financière et de mobiliser des outils d'aide au financement : prêt d'honneur, prêt à taux zéro, subventions, garantie égalité femme. Une orientation est également possible en fonction des besoins vers l'ADIE.
- Phase de création proprement dite : aide aux démarches éventuellement à l'embauche de salariés.
- Des rendez-vous en post-création sont mis en place pour permettre de réajuster l'activité et de renforcer, si besoin, les compétences en gestion (administrative et comptable) en fonction des premiers résultats.

LES CHIFFRES:

148 femmes (**66 nouvelles entrées**) souhaitant créer leur entreprise ont été accompagnées par le CIDFF au cours de 254 entretiens,

Majoritairement âgées de 36 à 45 ans, 62,2% des femmes accompagnées sont demandeuses d'emploi, et 40 ;4% sont salariées ou cheffes d'entreprise. 66,9% d'entre elles avaient à minima validé un niveau BAC.

L'objectif de la majorité d'entre elles était avant tout d'assurer leur propre emploi, dans un domaine qui leur plaise.

10 avaient créé leur activité à la fin de l'année. 2 sont entrées en formation, 1 en retour à l'emploi

LES CREATIONS:

- **C**outure / vente de vêtements
- Coaching
- = Henné
- = Sophrologue
- = Energéticienne
- Aide à domicile
- Ventre de vêtements
- Nettoyage
- Cours de langue et aide aux devoirs

LE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

A compter d'avril 2022, le CIDFF a mis en place deux permanences hebdomadaires de soutien psychologique au siège social du CIDFF:

- Une permanence pour les femmes victimes de violences conjugales
- Une permanence pour les femmes

•

A compter de septembre 2022 (après plusieurs semaines d'échanges avec les partenaires), le CIDFF a mis en place une permanence hebdomadaire en Seine-et-Marne sur plusieurs lieux, par roulement :

MDS de Lagny MDS de Chelles CCAS de Moissy-Cramayel Echanges avec la MDS de Coulommiers

Objectifs:

Le soutien psychologique s'inscrit dans l'accompagnement global que propose le CIDFF aux personnes qui le sollicitent dans le cadre de sa mission que lui confie l'Etat :

- Faciliter l'accès aux droits du public et en priorité les femmes
- Lutter contre les violences faites aux femmes
- Promouvoir l'Egalite Femme/Homme
- soutenir la fonction parentale

Proposer un soutien psychologique aux femmes victimes de violences leur permet d'identifier leurs émotions, les nommer pour mieux les appréhender en toute confidentialité et sans jugement.

L'orientation vers la psychologue se fait notamment :

- parce que des souvenirs douloureux émergents
- parce que des difficultés bloquent, sans parvenir a les identifier
- parce que les émotions surgissent empêchant une réflexion posée ...

L'autre permanence permet aux femmes d'avoir un espace de parole libre, sans contrainte

Les chiffres 2022:

Essonne:

Permanences pour les femmes victimes de violences conjugales :

15 femmes

83 entretiens

Permanences pour les femmes :

11 femmes

65 entretiens

Seine-et-Marne:

8 femmes

23 entretiens

LES ACTIONS COLLECTIVES

Le 15 décembre 2021, le CIDFF a été certifié Qualiopi. En 2022, 26 actions de formation ont été menées dans ce cadre sur le thème de l'Accès au Droit, le Droit du travail, les violences conjugales ou l'élargissement des choix professionnels. 299 personnes formées dont 151 professionnel.le.s. Le taux de satisfaction des participants est de 99,05% de personnes très satisfaites ou satisfaites (71,76% de personnes très satisfaites).

L'équipe du CIDFF, juristes, conseillères en insertion socioprofessionnelle, conseiller en création d'entreprise et psychologue, a, grâce à des compétences diverses et reconnues, formé ou sensibilisé :

3 163 personnes (48,88 % de femmes)

Au total, 231 interventions représentant 688 heures avec des groupes, plus ou moins importants, selon le format des actions.

Des formations:

- Accès au Droit/Citoyenneté/Droit du travail : 52 jeunes (PEE/Aries)
- Discriminations et élargissement des choix professionnels : 25 jeunes (PEE/ Aries)
- Violences faites aux femmes : 219 personnes
- Droit du travail : 3 personnes

Des sensibilisations très variées :

- Violences faites aux femmes
 - définitions et cycle / volet juridique / conséquences des violences sur les enfants : 306 personnes

Stage de responsabilisation des auteurs de violences conjugales et sexistes (44 hommes)

- Jeunes et Femmes, des outils pour construire sa vie :

Pour les 2 missions locales de l'Essonne et 1 en Seine-et-Marne : **35 jeunes femmes**

- Ateliers : « Les métiers ont-ils un sexe ? » : 391 jeunes
- **Atelier pour le public OFII :** Un espace de parole autour des notions fondamentales Liberté et Egalité + Un atelier « accès au droit et citoyenneté » : **1280 personnes**
- Au sein de la Maison d'Arrêt des femmes de Fleury-Mérogis : 5 ateliers (Egalité
 Femmes/Homme, Autorité parentale, Accès au Droit et à la citoyenneté, droit du travail) :
 67 femmes
- Intervention sur l'Egalité Femmes/Hommes : 287 personnes
- **Ateliers « Parents après la séparation »** animés par des juristes du CIDFF dans le cadre de l'action portée par la CAF sur le nouveau dispositif GIPA : **140 personnes**
- **TouteSport,** alternance temps collectifs (ateliers santé gestion du temps mobilité...), accompagnement individuel (BAIE ou SACE) et activité sportive : **13 femmes**

Autres actions (Droit du travail, Droit des étrangers, escroquerie, Mixité professionnelle, etc..):
 301 personnes

Nos partenaires:





























































- ♥ Collège Camille Claudel Saint Pierre du Perray 06 classes de 3ème
- ♦ Collège Paul Eluard Vigneux 4 classes de 3ème
- ♦ Collège Jean Mermoz Savigny sur Orge 3 classes de 3ème
- ♥ Collège Le Village Evry-Courcouronnes 1 classe de 3^{ème} SEGPA
- ⇔ Lycée Polyvalent Alexandre Denis Cerny 1 classe de 3ème et 6 classes de 2^{nde} et 1ère
- ♦ MDEF dispositif Avec Elles
- ♦ UEMO de Torcy 1 groupe

Sabine Vadez Directrice

ANNEXES

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DU BUREAU

ANNEE 2022

Membres de Droit

- Clémence PAJOT _ **Fédération Nationale des** CIDFF, Directrice Générale
- Danièle COLOMBO _ Fédération Régionale des CIDFF IDF, Président

Membres associés (personnes morales) (ayant droit de vote au CA et à l'AG):

- Adolé QUAYE _ **FIA-ISM Essonne**, Directrice
- Gilbert POMMEREAU _ UDAF 91, Secrétaire
- Andrée DUMAY _ Mission locale du Val d'Orge, Directrice
- Ana COURTIAL _ **GRETA Essonne**
- Sabrina MONTEIRO _ **ASEA**

Membres actifs (personnes physiques):

- Claude MAFFAT _ Présidente du CIDFF
- Anne-Marie LAZOU BREMARD _ Trésorière du CIDFF
- Laurent COURTIAL _ Secrétaire du CIDFF
- Laurence HEQUET
- Jean-Louis FLEURY

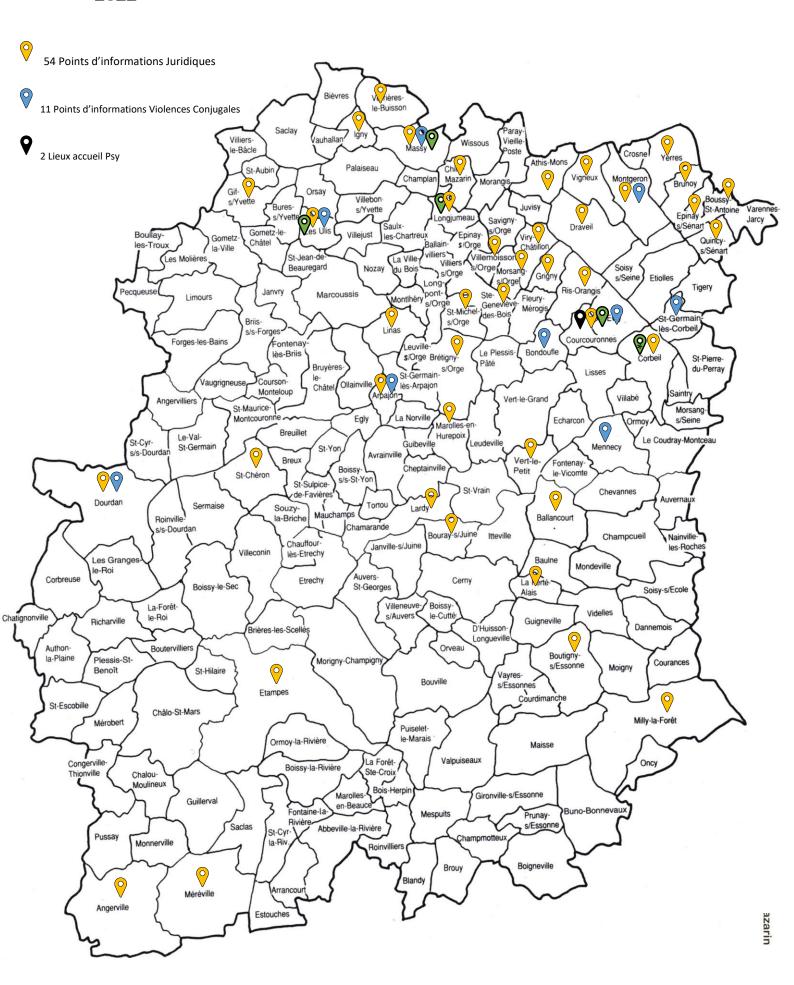
Partenaires invités (n'ayant pas de droit de vote):

- Jean-François PARIGI _ Conseil Départemental de Seine-et-Marne, Président
- Alexandre TOUZET _ Conseil Départemental de l'Essonne, 5^{ème} Vice-président délégué à l'administration générale, aux ressources humaines, à l'égalité homme-femme, au monde combattant et à la citoyenneté
- Fatima OGBI _ Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud

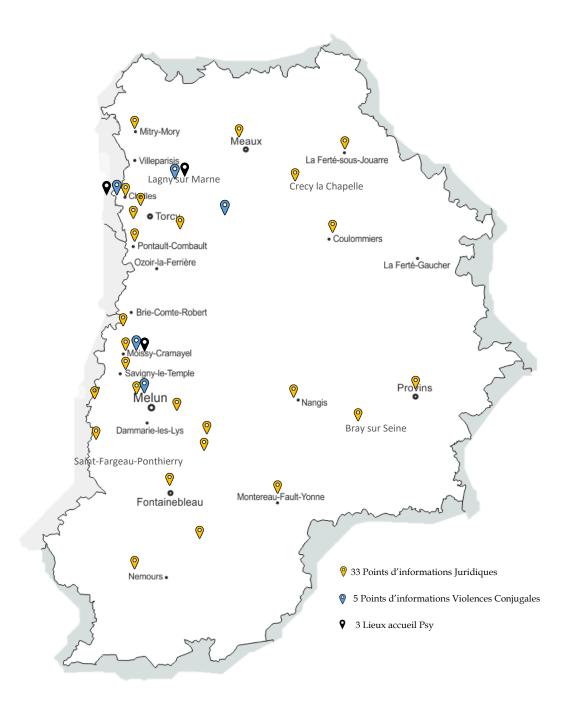
Adhérent ne siégeant pas au CA (ayant droit de vote à l'AG) :

- Commune de Moissy-Cramayel
- ARIES
- Mme LLECH
- LEA Solidarité Femmes

PERMANENCES JURIDIQUES DU CIDFF EN ESSONNE en 2022



PERMANENCES JURIDIQUES DU CIDFF EN SEINE ET MARNE en 2022



NOS FINANCEURS













































































































Quelques photos des actions 2022





Conseil Départemental de l'Essonne, 8 mars 2022

Train pour l'Egalité, Gare de Lyon, 26 février 2022



Formation des professionnel.le.s, Séminaire : Sensibilisation aux violences conjugales Adoma-CDC Habitat, 30 juin 2022



Massylympiques, 23 juillet 2022





Visite de la Première Ministre, Préfecture Essonne, 02 septembre 2022



Inauguration Espace France Service Dourdan, 23 septembre 2023



50 ans de la FNCIDFF, 7-8 et 9 octobre 2022



Affiche centre commercial Villier-en -Bières



Inauguration cité éducative Epinay sous Sénart, 15 octobre 2022

Atelier 4ème journée CIR, Anne Frackowiak-Jacobs-PDEC 91, 17 octobre 2022



18 novembre 2022, Les Ulis





Ciné-débat – Jusqu'à la Garde - Saint-Fargeau-Ponthierry, 25 novembre 2022



Lear d'accoulé et d'exoculé, d'information et d'execule problèmes juridiques ou d'aministratif, le heila d'Accès au Drois-Porin Justice et accessible à tour que les ces sots on les promissants de la commandant de participat de la commandant de la commandant de la commandant de character des viscos d'accès à commandant de la commandant de juridiction completente, accompagnement pour la celle juridiction completente, accompagnement pour la juridiction completente, accompagnement pour la viernistant de la completate, à compagnement pour la du droit et des associations spécifiques assurent, su enfoit evous un deuvent, de pour mandreume, de pour anteriore, de de la complete de la complete de la participat de la viernistant de la completate, d'accès de la commandant de la participat de du droit et des associations spécifiques assurent, su enfoit evous uniquement, de pour amentence, de para de la commandant de la commandant de la participat de la participat de entité evous uniquement de la participat de la participat de la participat de la commandant de la commandant de la participat de la participat de la participat de la commandant de la commandant de la participat de la particip



The providence processes (protest to rouse of tilled and offers a decident and the second and th





A VOTRE ECOUTE

Avocats, notaires, commissaires de justice, juristice pursente que de Relais d'Accès au Droit... Ce sont autant de so claistes à votre disposition pour vous informer si vos situations de la vie quotidienne selon différer domaines de compétenos:

consommation, troubles du voisinage...) afin d'assurer le règlement à l'amiable des différends... Information et soutien aux tuteurs familiaux ou au

personnes s'interrogeant sur le besoin d'un proch > Médiation familiale pour préserver les liens en ca de conflit et rétablir la communication. > Consultations juridiques généralistes et/ou spécia

DINFOS

Relate d'Accès aux Droits

Mairie, 2 passage lebatrier
BUY - 07 6-32 53 fou rad@wille-metlun.fr
Conseil Départemental de l'Accès au Droit
en Seine-el-Marrie
wew.code-97.fr / 01 64 79 81 39



la sensibilisation auprès des établissements scolaires se poursuit

Après être intervenue à Itteville, au collège Robert Doisneau, entre le 29 novembre et le 6 décembre 2021, l'associatio Arkéomédia a poursuivi, les 21 et 22 mars derniers, au collège de Ballancourt, l'animation de son projet « Fais pas genre

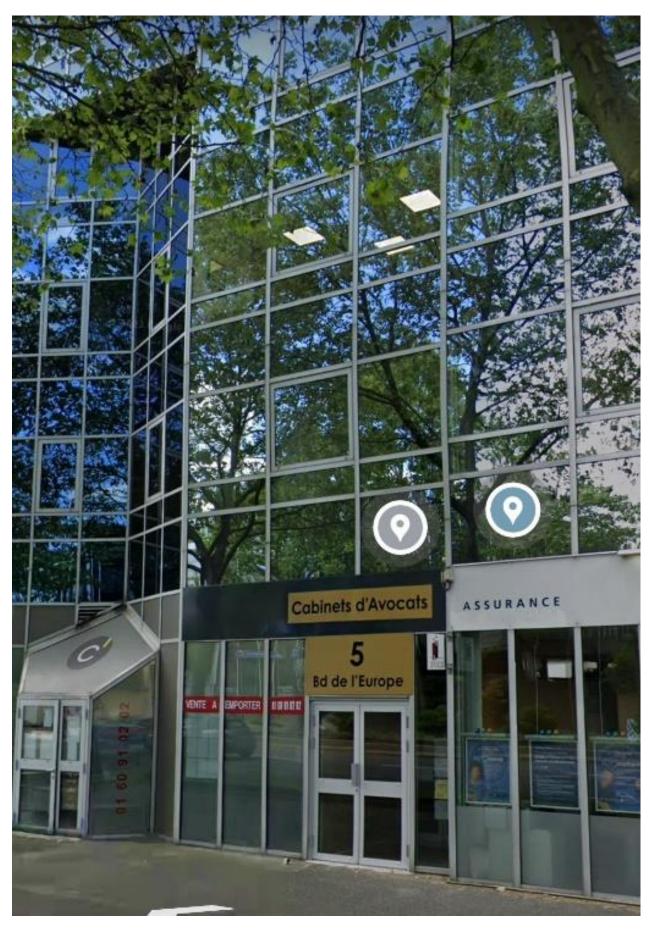
Sappuyant sur loss commaissances inscorriques e scientifiques, le projet vise à montrer aux élèves qui les places et les rôles assignés aux individus peuven varier dans le temps et clare flospace. Il permet ains une melleure compréhension des nocions de sex et de genre, de mener une réflexion sur ces notions et de déconstruire des préjugés parfois profondémen enracinés.

Ces interventions, financées par la Communauté de communes ent été appréciées par les professeurs et les élives. D'autres animations sont d'ores-et-déja prévues par l'association Arkdomédia mais également par le cldff Centre d'information sur les Drots des Fernmes et des Familles), notament au lycée de Cerry par une



Ateliers Egalité fille/garçon Lycée – Cerny, 2022

Permanence juridique au RAD de Melun 2022



Déménagement du 17 cours Blaise Pascal vers le 5 boulevard de l'Europe 91000 Evry-Courcouronnes, 29 décembre 2022